

- de nombreuses associations telles: les associations minières et forestières, les associations de pêcheurs, un grand nombre d'associations agricoles, celles des ressources énergétiques, du secteur des services et de la fabrication, et les autres...

Ceux qui, tous les jours, ont à concurrencer sur leur marché, ceux qui sont en quête de nouveaux débouchés, ceux enfin qui comprennent ce qu'est réellement le commerce international et qui ont une expérience pratique, ceux-là même appuient le libre-échange. Veulent-ils vendre le Canada? Non. Ils veulent renforcer le Canada et estiment que l'Accord de libre-échange permettra de le faire.

Lorsque le New York Times a demandé au chef de l'Opposition ce qu'il pensait des gens qui l'accusaient d'être à contre-courant de l'histoire, ce dernier a répondu:

"Le Conseil Canadien des Chefs d'entreprises, pour les questions d'intérêt national, est l'organisation commerciale qui a appuyé le plus fermement l'Accord de libre-échange. Or, un fort pourcentage des entreprises qui en sont membres appartiennent à des Américains."

Encore une fois, il s'agit d'une insinuation. Il faudrait donc comprendre que ceux qui appuient le libre-échange ne peuvent pas être de vrais Canadiens.

Eh bien, le chef de l'Opposition a tort encore une fois, comme il l'a démontré si souvent durant ce débat sur le libre-échange. Comme le lui a fait observer le Conseil Canadien des Chefs d'entreprises dans une lettre ouverte, plus de 90 % des actifs et environ 75 % du contrôle des compagnies membres sont entre les mains de Canadiens. Les signataires de cette lettre, David Culver, président de la compagnie Alcan, Alfred Powis, président de la compagnie Noranda et Thomas D'Aquino lui ont, en tant qu'administrateurs du Conseil, fait remarquer d'autre part que:

En consacrant le principe de la suprématie du droit, l'Accord (de libre-échange) offre aux Canadiens une sécurité et des possibilités accrues... À notre avis, c'est un avantage pour notre souveraineté.

Monsieur le Président, il s'agit de porte-paroles d'entreprises canadiennes responsables et qui méritent d'être traités comme tels.